

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 20 octobre 1997, à 24 heures.

Art. 3. La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bruxelles, le 5 septembre 1997.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente,
Mme L. ONKELINX

VERTALING

N. 97 — 2124

[S - C - 97/29338]

5 SEPTEMBER 1997. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende sluiting van de zitting 1996-1997 van de Raad van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op de bijzondere wet van de 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 32, § 1 en § 3;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op de door de Regering van de Franse Gemeenschap na de beraadslaging van genomen beslissing;

Besluit :

Artikel 1. De zitting 1996-1997 van de Raad van de Franse Gemeenschap wordt gesloten.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 20 oktober 1995, om 24 uur.

Art. 3. De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 5 september 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter,
Mevr. L. ONKELINX

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 97 — 2125

[C - 97/27484]

18 JUILLET 1997. — Décret relatif aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Les centres de planning et de consultation familiale et conjugale, ci-après dénommés centres, sont agréés par le Gouvernement s'ils satisfont aux conditions fixées par le présent décret ou en vertu de celui-ci.

Les centres mentionnent sur tous les actes, documents ou publications qu'ils sont agréés en vertu du décret du 18 juillet 1997 relatif aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale.

Art. 3. Les centres doivent avoir leur siège d'activités dans la région de langue française et être organisés par une autorité publique, un établissement d'utilité publique ou une association sans but lucratif.

Art. 4. Les centres sont des établissements extra-hospitaliers ayant pour objet l'accueil, l'information, l'éducation et l'accompagnement des personnes, des couples et des familles, ainsi que l'animation des groupes, notamment de jeunes, dans le cadre de la vie affective, sexuelle et relationnelle.

CHAPITRE II. — Les missions

Art. 5. Le centre a pour mission de :

1° organiser des consultations psychologique, sociale, médicale et juridique;

2° préparer les jeunes à la vie affective et sexuelle;

(1) *Session 1996-1997.*

Documents du Conseil 227 (1996-1997) N^{os} 1 à 18.

Compte rendu intégral. Séance publique du 18 juillet 1997. — Discussion. — Vote.

3° informer les personnes et groupes sur tout ce qui concerne la contraception, la grossesse désirée ou non, l'interruption volontaire de grossesse, les maladies sexuellement transmissibles et tout aspect de la vie sexuelle et affective;

4° aider les personnes dans les problèmes d'infertilité, de contraception et dans tout autre aspect de leur vie sexuelle et affective;

5° aider les femmes enceintes en difficultés;

6° porter à la connaissance du public les notions de droit familial;

7° assurer l'éducation et l'information des adultes et des jeunes dans le domaine de la vie relationnelle, affective et de la parenté responsable.

Le centre peut développer des activités dans des domaines spécialisés notamment dans la pratique de l'interruption volontaire de grossesse réalisée dans le respect de l'article 350 du Code pénal et dans le cadre de la consultation conjugale et de la médiation familiale.

Le centre organise des animations liées aux missions énoncées ci-avant.

Le centre peut aussi contribuer à la formation des personnes exerçant une activité dans le domaine de l'éducation affective et sexuelle.

L'intervention du centre fait l'objet, en son sein, d'une concertation pluridisciplinaire régulière dont les modalités sont fixées par le Gouvernement.

Art. 6. Le centre remplit ses missions seul ou en collaboration avec d'autres partenaires publics ou privés.

Art. 7. Le centre respecte le droit des personnes qui font appel à ses services de refuser ceux-ci, en tout ou en partie.

Art. 8. Le centre fournit au Gouvernement les informations et les données anonymes à caractère épidémiologique permettant de définir les problèmes rencontrés, d'évaluer le nombre et la localisation des centres nécessaires pour couvrir les besoins de la population et de déterminer les types d'actions à mener.

Les informations et les données anonymes visées à l'alinéa 1^{er} sont déterminées par le Gouvernement et peuvent être transmises par lui, en vue d'analyse et de recherche, à des organismes qu'il a agréés.

La transmission visée à l'alinéa 2 a lieu sous le couvert d'une convention précisant les données qui seront transmises, les objectifs poursuivis et les moyens utilisés pour garantir l'anonymat. Cette convention fait l'objet d'un avis préalable de la Commission de la protection de la vie privée.

CHAPITRE III. — *La programmation*

Art. 9. Le ressort territorial du centre comprend au moins cinquante mille habitants et est fixé par le Gouvernement lors de l'agrément.

Le Gouvernement peut autoriser un centre à desservir un secteur géographique comprenant moins de cinquante mille habitants en fonction de circonstances locales particulières et des besoins spécifiques de la population.

CHAPITRE IV. — *Les membres de l'équipe pluridisciplinaire*

Art. 10. Le centre comprend une équipe pluridisciplinaire assurant au moins les fonctions médicale, psychologique, juridique, sociale, d'accueil et d'animation.

La fonction médicale est assurée par un médecin titulaire d'un diplôme de médecin généraliste ou par un médecin spécialiste ou en cours de spécialisation en gynécologie.

La fonction psychologique est assurée par un psychologue titulaire d'un diplôme de licencié en psychologie ou en psychopédagogie.

La fonction juridique est assurée par un docteur ou un licencié en droit.

La fonction sociale est assurée par un travailleur social titulaire d'un diplôme d'assistant social ou d'infirmier gradué social.

De plus, l'équipe peut comprendre un conseiller conjugal titulaire d'un certificat délivré par un centre de formation agréé ou reconnu et un sexologue titulaire d'une licence en sciences sexologiques et de la famille.

Les fonctions d'accueil et d'animation sont assurées par un membre de l'équipe ou sous son contrôle.

Le Gouvernement détermine la durée minimale des prestations des membres de l'équipe pluridisciplinaire.

Art. 11. Les membres de l'équipe pluridisciplinaire qui, pour des raisons de conscience, ne veulent ou ne peuvent donner suite à une demande d'aide dans le domaine de l'interruption volontaire de grossesse sont tenus de désigner sans délai au demandeur la personne du centre, le centre ou l'établissement auprès duquel l'aide peut être obtenue.

A cet effet, le centre met à disposition des membres de l'équipe pluridisciplinaire la liste des personnes, centres ou établissements auprès desquels l'aide sollicitée peut être obtenue.

Art. 12. Le pouvoir organisateur du centre engage les membres du personnel et détermine la durée des prestations des membres de l'équipe. Il peut également conclure des contrats d'entreprise avec des professionnels indépendants.

Les éventuelles prestations bénévoles doivent être effectuées par des personnes répondant aux mêmes conditions de diplômes que celles exigées des membres de l'équipe pluridisciplinaire, être prévues dans une convention spécifique et ne peuvent pas être exercées en concurrence avec celles des membres de l'équipe engagés à titre onéreux par le pouvoir organisateur ou liés avec lui par un contrat d'entreprise.

Art. 13. Le professionnel indépendant perçoit des honoraires selon les modalités fixées par le centre et dans le respect de l'article 22 pour autant que soit conclue, aux conditions fixées par le Gouvernement, une convention portant sur sa participation aux réunions de l'équipe, sa collaboration à certaines missions et, au besoin, son intervention financière dans les frais du centre.

CHAPITRE V. — *Le fonctionnement*

Art. 14. La gestion journalière du centre est confiée à un membre de l'équipe pluridisciplinaire désigné par le pouvoir organisateur.

Le responsable de la gestion journalière travaille en concertation avec les membres de l'équipe pluridisciplinaire et veille notamment à l'application du règlement de travail, au respect des diverses réglementations en vigueur, à l'organisation du travail d'équipe, à la coordination avec les services sociaux et sanitaires ainsi qu'aux relations avec les pouvoirs subsidiaires.

Art. 15. Le pouvoir organisateur arrête le règlement d'ordre intérieur du centre.

Celui-ci règle au moins :

- 1° la répartition des tâches au sein du centre;
- 2° l'organisation de réunions régulières de concertation entre les membres du personnel;
- 3° la garantie du secret professionnel;
- 4° les droits et devoirs des membres du personnel et des personnes liées par convention.

Art. 16. Les membres de l'équipe pluridisciplinaire ainsi que toute personne ayant accès aux dossiers individuels sont tenus au secret professionnel.

Art. 17. Pour chaque personne prise en charge, il est constitué un dossier individuel numéroté, où sont inscrits tous les renseignements utiles au suivi du consultant dans le respect des dispositions relatives à la protection de la vie privée.

Il est tenu un dossier séparé pour les données à caractère médical.

Sans préjudice d'autres dispositions légales, les dossiers individuels sont conservés, au moins dix ans après leur clôture, sous la responsabilité de la personne chargée de la gestion journalière et du médecin attaché au centre, en ce qui concerne les données médicales.

Art. 18. L'équipe pluridisciplinaire tient un registre d'activités selon le modèle fixé par le Gouvernement, garantissant l'anonymat, et y répertorie le nombre et le type de consultations. Ce registre est conservé à l'abri des indiscretions et n'est accessible qu'aux membres de l'équipe pluridisciplinaire et aux fonctionnaires désignés par le Gouvernement pour le contrôle des centres.

Art. 19. Le Gouvernement fixe les normes minimales relatives aux heures d'ouverture, aux locaux et à l'infrastructure.

Le centre peut utiliser des locaux en commun avec d'autres services sanitaires ou sociaux exerçant une activité compatible avec ses missions, pour autant que l'équipe pluridisciplinaire du centre dispose de locaux garantissant un fonctionnement distinct.

Plusieurs équipes pluridisciplinaires peuvent fonctionner dans un même siège, pour autant que la disposition des locaux le permette. Une équipe pluridisciplinaire peut également fonctionner dans plusieurs sièges.

Art. 20. La personne prise en charge a, dans tous les cas, le libre choix du centre. En toute circonstance, les convictions idéologiques, philosophiques et religieuses ainsi que la volonté de la personne prise en charge doivent être respectées.

Art. 21. Le centre doit recevoir toute personne d'où qu'elle vienne, à charge éventuellement de l'orienter, si la personne l'accepte, vers un centre ou un service mieux adapté à ses besoins.

Art. 22. Le centre réclame aux consultants ou directement aux organismes intéressés les honoraires ou interventions financières leur incombant en vertu des lois ou règlements.

Toutefois, les consultations gratuites peuvent être données dans les cas où la personne ne dispose pas des ressources financières suffisantes.

Pour les prestations prévues par la loi du 9 août 1963 coordonnée par l'arrêté royal du 14 juillet 1994 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, l'intervention financière de l'assurance est réclamée, soit sur base du paiement par prestation selon la nomenclature des soins de santé, soit sur base du forfait prévu à l'article 52 de l'arrêté royal du 14 juillet 1994 portant coordination de ladite loi. Quand l'intervention financière de l'assurance est réclamée sur base du paiement par prestation selon la nomenclature des soins de santé, aucune intervention personnelle n'est exigée des consultants en dehors de celles prévues aux articles 37 et 37bis de ladite loi.

Si l'intervention financière de l'assurance obligatoire fait défaut, l'intervention personnelle du consultant est fixée sur base du paiement par prestation selon la nomenclature des soins de santé.

De plus, le centre peut réclamer, pour les prestations du personnel non médical ainsi que pour les prestations médicales non reprises dans la nomenclature des soins de santé, une intervention financière en respectant un tarif maximum et des modalités fixés par le Gouvernement.

Les tarifs, honoraires et contributions financières sont affichés dans les salles d'attente du centre et énoncés dans les documents d'information qu'il publie.

CHAPITRE VI. — *La procédure d'agrément*

Art. 23. La demande d'agrément est introduite auprès du Gouvernement par le pouvoir organisateur du centre.

Le Gouvernement détermine les éléments constitutifs du dossier d'agrément.

Ce dossier comporte en tout cas :

- 1° la description des tâches assumées par le centre en rapport avec les missions;
- 2° le nombre et la composition de l'équipe pluridisciplinaire, le volume des prestations et la qualification de ces membres;
- 3° les statuts du pouvoir organisateur;
- 4° le plan des locaux;
- 5° l'indication du secteur géographique à desservir;
- 6° les renseignements relatifs à la population desservie;
- 7° les conventions liées aux missions du centre.

Art. 24. L'agrément est accordé par le Gouvernement pour une durée de six ans maximum. Cet agrément est renouvelable à la demande du pouvoir organisateur du centre.

Lorsqu'un agrément est accordé pour une période inférieure à six ans, le Gouvernement devra motiver spécialement sa décision sur ce point.

L'agrément peut être retiré pour cause d'inobservation des dispositions du présent décret ou des dispositions fixées en vertu du présent décret.

Le Gouvernement fixe les procédures d'octroi, de renouvellement, de suspension et de retrait de l'agrément ainsi que les modalités de recours.

CHAPITRE VII. — *Les subventions*

Art. 25. Dans les limites des crédits budgétaires et aux conditions qu'il fixe, le Gouvernement alloue au centre agréé des subventions couvrant :

1° les dépenses de personnel relatives au personnel engagé sous statut ou sous contrat de travail;

2° les dépenses relatives aux prestations effectuées par des professionnels indépendants dans le cadre de contrats d'entreprise;

3° les frais de fonctionnement.

Art. 26. Les dépenses du personnel statutaire ou sous contrat de travail sont prises en considération dans les limites des échelles barémiques arrêtées par le Gouvernement et du nombre d'heures de prestations subventionnées fixé par l'arrêté d'agrément.

La prise en compte de l'ancienneté pécuniaire est calculée conformément aux dispositions arrêtées par le Gouvernement.

Art. 27. Les dépenses relatives aux prestations effectuées dans le cadre des contrats d'entreprise visés à l'article 25 sont prises en considération forfaitairement selon les règles fixées par le Gouvernement.

Art. 28. Dans les limites et suivant les critères fixés par le Gouvernement, les frais de fonctionnement sont pris en considération en fonction des activités du centre.

L'arrêté d'agrément fixe le nombre maximum d'activités subventionnées.

Art. 29. Les recettes liées aux prestations du centre peuvent être déduites des subventions proméritées dans les limites et aux conditions fixées par le Gouvernement.

Art. 30. L'octroi des subventions fait l'objet de quatre avances trimestrielles égales au quart du plafond fixé par le Gouvernement.

Les avances trimestrielles sont liquidées au plus tard le 15 février pour le premier trimestre de l'année écoulée, le 15 mai pour le deuxième trimestre, le 15 août pour le troisième trimestre, le 15 novembre pour le quatrième trimestre.

La subvention est liquidée annuellement sur base d'un calcul définitif qui tient compte des avances trimestrielles déjà versées.

Le centre agréé qui n'a pas transmis au Gouvernement les données comptables de l'exercice précédent pour le 30 avril au plus tard ne bénéficie plus d'avances pour l'année en cours aussi longtemps que les données n'ont pas été transmises.

CHAPITRE VIII. — *Le contrôle*

Art. 31. Le contrôle administratif, financier et qualitatif du centre est exercé par les fonctionnaires désignés à cet effet. Ils ont libre accès aux locaux du centre et ont le droit de consulter sur place les pièces et documents qu'ils jugent nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Le Gouvernement fixe le plan comptable normalisé du centre.

En outre, le centre est tenu de fournir annuellement un bilan et un compte des recettes et dépenses.

Le centre informe le Gouvernement de toutes les modifications qui interviennent dans la composition de l'équipe pluridisciplinaire. Cette information a lieu au plus tard dans le mois de la survenance des modifications.

En cas de non-respect des dispositions du présent décret et de celles prises en exécution de ce décret, les subventions peuvent être réduites ou suspendues selon les modalités arrêtées par le Gouvernement.

Art. 32. Le centre agréé établit un rapport annuel d'activités dont le modèle est fixé par le Gouvernement et qui permet de vérifier s'il respecte les dispositions du présent décret et celles prises en exécution de ce décret. Ce rapport sera transmis au Gouvernement au plus tard pour le 30 avril de l'année suivante.

Art. 33. Il est institué un comité d'accompagnement chargé de donner un avis sur les propositions de décisions portant octroi, suspension, retrait ou refus d'agrément des centres, ainsi que d'évaluer leur action. Le comité d'accompagnement établit un rapport annuel qu'il communique au Gouvernement, lequel l'adresse au Conseil régional wallon pour le 30 avril de chaque année au plus tard.

Le comité d'accompagnement est composé de trois représentants du Gouvernement, d'un représentant par fédération des centres agréée selon les règles fixées par le Gouvernement, de trois experts et d'un agent des services du Gouvernement qui assurera le secrétariat.

Le Gouvernement fixe les règles de fonctionnement du comité d'accompagnement. Il nomme ses membres pour une durée de quatre ans.

Art. 34. Celui qui organise ou dirige un centre portant, sans être agréé, l'appellation « centre de planning et de consultation familiale et conjugale », « centre de planning familial » ou « centre d'accompagnement conjugal et familial » est passible d'une peine d'emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 1 000 à 3 000 francs ou d'une de ces peines seulement.

CHAPITRE IX. — *Dispositions transitoires, abrogatoires et finales*

Art. 35. Par dérogation aux dispositions des articles 25 à 30, les subventions octroyées à chaque centre pour l'année 1998 ne peuvent être inférieures à la moyenne des subventions octroyées pour les années 1994, 1995 et 1996, et ce, pour autant que l'activité soit au moins égale à celle de 1996.

Art. 36. Le décret de la Communauté française du 22 décembre 1983 organisant l'agrément et l'octroi de subventions aux centres d'aide et d'information sexuelle, conjugale et familiale est abrogé.

Art. 37. Les centres agréés en vertu du décret précité du 22 décembre 1983 disposent d'un délai de six mois pour introduire une demande d'agrément sur la base du présent décret. Tant qu'il n'a pas été pris de décision statuant sur cette demande, ces centres sont provisoirement réputés agréés au sens du présent décret.

Art. 38. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier de l'année qui suit sa publication au *Moniteur belge*.
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Namur, le 18 juillet 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,

M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,

J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,

W. ANCION

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 97 — 2125

[C - 97/27484]

18 JULI 1997. — Decreet betreffende de centra voor levens- en gezinsvragen (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit decreet regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. De centra voor levens- en gezinsvragen, hierna centra genoemd, worden door de Regering erkend als ze voldoen aan de bij of krachtens dit decreet gestelde voorwaarden.

De centra moeten op alle akten, documenten of publikaties aangeven dat ze erkend zijn krachtens het decreet van 18 juli 1997 betreffende de centra voor levens- en gezinsvragen.

Art. 3. De centra moeten hun activiteiten op het grondgebied van het Franse taalgebied uitvoeren en georganiseerd zijn door een overheid, een instelling van openbaar nut of een vereniging zonder winstoogmerk.

Art. 4. De centra zijn buiten-ziekenhuisinstellingen die zich toelagen op de opvang, voorlichting, vorming en begeleiding van personen, echtparen en gezinnen, alsook op groepsbenadering, met name van jongeren, i.v.m. hun affectieve, seksuele en relationele ervaringen

HOOFDSTUK II. — *Opdrachten*

Art. 5. Het centrum moet de volgende opdrachten vervullen :

1° advies geven op psychologisch, sociaal, medisch en juridisch vlak;

2° jongeren voorbereiden op hun affectieve en seksuele beleving;

3° personen en groepen voorlichten, meer bepaald inzake contraceptie, al dan niet gewenste zwangerschap, zwangerschapsonderbreking, seksueel overdraagbare ziekten en elk aspect van de affectieve en seksuele relaties;

4° personen begeleiden die problemen ondervinden op het gebied van onvruchtbaarheid en contraceptie en in elk ander aspect van hun affectieve en seksuele relaties;

5° vrouwen begeleiden die zich omwille van hun zwangerschap in een noodsituatie bevinden;

6° grondbegrippen van het familierecht bijbrengen;

7° volwassenen en jongeren voorbereiden en voorlichten op het gebied van de affectieve en seksuele relaties en van het verantwoordelijk ouderschap.

Het centrum kan activiteiten ontplooiën op specifieke terreinen zoals zwangerschapsonderbreking, met inachtneming van artikel 350 van het Strafwetboek, of adviesverlening bij huwelijksproblemen en gezinsbemiddeling.

Het centrum organiseert groepsbenaderingen i.v.m. de bovenvermelde opdrachten.

Het centrum kan ook bijdragen tot de vorming van personen die actief zijn op het gebied van de affectieve en seksuele voorlichting.

De tussenkomsten van het centrum worden regelmatig onderworpen aan een multidisciplinair overleg. Het overleg vindt plaats onder de door de Regering bepaalde voorwaarden.

(1) *Zitting 1996-1997.*

Stukken van de Raad 227 (1996-1997) Nrs. 1 tot 18.

Volledig verslag. Openbare vergadering van 18 juli 1997. — Bespreking. — Stemming.

Art. 6. Het centrum vervult zijn opdrachten alleen of in samenwerking met andere openbare of privé-partners.

Art. 7. Het centrum moet rekening houden met het feit dat de hulpvragers het recht hebben om zijn diensten geheel of gedeeltelijk te weigeren.

Art. 8. Het centrum verstrekt de Regering naamloze informatie of gegevens van epidemiologische aard, waarbij het volgende kan worden vastgesteld :

- de tegengekomen problemen;
- het vereiste aantal nuttige centra om aan de behoeften van de bevolking te voldoen en hun lokalisatie;
- het soort te voeren acties.

De Regering beslist welke van de bovenvermelde naamloze informatie en gegevens ze voor analyse en onderzoek aan door haar erkende instellingen kan verstrekken.

De informatie en de gegevens worden toegestuurd op grond van een overeenkomst waarin het volgende wordt aangegeven :

- de te verstrekken gegevens;
- de nagestreefde doelen;
- de getroffen maatregelen om het anonimaat te waarborgen. Deze overeenkomst is onderworpen aan het voorafgaande advies van de Commissie voor de bescherming van het privé-leven.

HOOFDSTUK III. — *Programming*

Art. 9. Het gebied waar het centrum werkzaam is, moet minstens vijftigduizend inwoners tellen en wordt bij de erkenning ervan door de Regering afgebakend.

De Regering kan een centrum, omwille van bijzondere plaatselijke omstandigheden en van de specifieke behoeften van de bevolking, toelaten zijn activiteiten in een dunner bevolkt gebied uit te voeren.

HOOFDSTUK IV. — *Leden van de multidisciplinaire ploeg*

Art. 10. Het centrum telt een multidisciplinaire ploeg die instaat voor de medische, psychologische, juridische en sociale functies. Het zorgt ook voor opvang en groepsbenadering.

De medische functie wordt vervuld door een geneesheer die houder is van een diploma in de geneeskunde of door een geneesheer die gespecialiseerd is in de gynaecologie of met deze specialisatie bezig is.

De psychologische functie wordt vervuld door een psycholoog die licentiaat in de psychologie of in de psychopedagogie is.

De juridische functie wordt vervuld door een licentiaat of een doctor in de rechten.

De sociale functie wordt vervuld door een sociale werker die houder is van een diploma van maatschappelijk assistent of van een graduaat in de sociale verpleegkunde.

Deze ploeg kan aangevuld worden met een gezinsadviseur, die houder is van een door een erkend vormingscentrum afgeleverd diploma en met een seksuoloog, die houder is van een licentie in gezins- en seksuologische wetenschappen.

De functies opvang en groepsbenadering worden door een lid van de ploeg vervuld, of onder zijn toezicht.

De Regering bepaalt de minimale duur van de verstrekkingen van de leden van de multidisciplinaire ploeg.

Art. 11. De leden van de multidisciplinaire ploeg die gewetenshalve niet willen of niet kunnen ingaan op een hulpvraag inzake vrijwillige zwangerschapsonderbreking, moeten de aanvrager onmiddellijk de persoon van het centrum, het centrum of de inrichting aanwijzen waar deze hulp verstrekt wordt.

Daartoe bezorgt het centrum de leden van de multidisciplinaire ploeg een lijst met de personen, centra of inrichtingen die bovenbedoelde hulp kunnen verlenen.

Art. 12. De inrichtende macht van het centrum neemt de personeelsleden in dienst en bepaalt de duur van de verstrekkingen van de leden van de ploeg. Ze kan ook aannemingscontracten sluiten met zelfstandige vakmensen.

Eventuele kosteloze verstrekkingen moeten :

- verleend worden door personen die voldoen aan dezelfde diplomavereisten als de leden van de multidisciplinaire ploeg;
- bij een specifieke overeenkomst bepaald zijn;
- niet tegelijkertijd verleend worden met die van de leden van de ploeg die onder bezwarende titel door de inrichtende macht in dienst genomen zijn of met haar een aannemingscontract hebben gesloten.

Art. 13. De zelfstandige vakman ontvangt honoraria die door het centrum overeenkomstig artikel 22 worden vastgesteld, voor zover onder de door de Regering gestelde voorwaarden een overeenkomst wordt gesloten i.v.m. zijn deelneming aan de vergaderingen van de ploeg, zijn medewerking aan sommige opdrachten en, desnoods, zijn financiële bijdrage in de kosten van het centrum.

HOOFDSTUK V. — *Werking*

Art. 14. Het dagelijkse beheer van het centrum wordt toevertrouwd aan een door de inrichtende macht aangewezen lid van de multidisciplinaire ploeg.

De verantwoordelijke voor het dagelijkse beheer werkt in samenspraak met de leden van de multidisciplinaire ploeg en ziet met name toe op de toepassing van het arbeidsreglement, op de naleving van de verschillende vigerende reglementeringen, op de organisatie van het teamwerk, op de coördinatie met de sociale en sanitaire diensten, alsook op de betrekkingen met de subsidiërende overheden.

Art. 15. De inrichtende macht stelt het huishoudelijk reglement van het centrum op.

In het reglement wordt het volgende vastgelegd :

- 1° de verdeling van de taken binnen het centrum;
- 2° het regelmatig beleggen van overlegvergaderingen voor de personeelsleden;

3° de waarborg van het beroepsgeheim;

4° de rechten en plichten van de personeelsleden en van de bij overeenkomst gebonden personen.

Art. 16. De leden van de multidisciplinaire ploeg zijn, net zoals iedereen die de individuele dossiers mag inkijken, tot het beroepsgeheim gehouden.

Art. 17. Voor elke ten laste genomen persoon wordt, met inachtneming van de bepalingen betreffende de bescherming van het privé-leven, een genummerd individueel dossier aangelegd met alle nuttige inlichtingen die de adviseur kan gebruiken voor de opvolging ervan.

Voor medische gegevens wordt een apart dossier aangelegd.

Onverminderd andere wetsbepalingen worden de individuele dossiers, wat de medische gegevens betreft, minstens tien jaar na afsluiting ervan bewaard onder toezicht van de verantwoordelijke voor het dagelijkse beheer en van de geneesheer die aan het centrum gebonden is.

Art. 18. De multidisciplinaire ploeg houdt een activiteitenregister dat overeenstemt met het door de Regering vastgestelde model en het anonimaat waarborgt. Ze neemt er het aantal en het type consultaties in op. Dat register wordt vrijwaard voor iedere indiscretie en mag slechts ingekeken worden door de leden van de multidisciplinaire ploeg en de ambtenaren die de Regering met het toezicht op de centra belast.

Art. 19. De Regering stelt de minimale normen vast m.b.t. de openingstijden, de lokalen en de infrastructuur.

Het centrum kan lokalen gezamenlijk gebruiken met andere sanitaire of sociale diensten waarvan de activiteiten verenigbaar zijn met zijn opdrachten, voor zover de multidisciplinaire ploeg van het centrum over lokalen beschikt die een onderscheiden werking waarborgen.

Verscheidende multidisciplinaire ploegen mogen zich in hetzelfde gebouw vestigen, voor zover de schikking van de lokalen zulks toelaat. Een multidisciplinaire ploeg kan ook in verschillende gebouwen gevestigd zijn.

Art. 20. De ten laste genomen persoon mag zich hoe dan ook zelf een centrum uitkiezen.

Zijn ideologische, filosofische en religieuze opvattingen worden, net zoals zijn wil, in ieder geval gerespecteerd.

Art. 21. Een centrum moet elke persoon onthalen, ongeacht zijn oorsprong, en hem eventueel een ander centrum of een andere dienst aanwijzen dat/die beter in zijn behoeften kan voorzien.

Art. 22. Het centrum vordert van de consultants of rechtstreeks van de betrokken instellingen, de honoraria of financiële bijdragen die hen bij wet of verordening worden opgelegd.

Personen met onvoldoende financiële middelen kunnen echter aanspraak maken op kosteloze consultaties.

Voor de verstrekkingen die bedoeld worden in de wet van 9 augustus 1963, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 14 juli 1994 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, wordt de financiële bijdrage van de verzekering gevorderd, hetzij op basis van de betaling per verstrekking volgens de nomenclatuur van de geneeskundige verzorging, hetzij op basis van het forfaitaire bedrag bedoeld in artikel 52 van het koninklijk besluit van 14 juli 1994 houdende coördinatie van bovenbedoelde wet. Wanneer de financiële bijdrage van de verzekering op basis van de betaling per verstrekking volgens de nomenclatuur van de geneeskundige verzorging wordt gevorderd, wordt geen persoonlijke bijdrage geëist van de consultant, behalve die bedoeld in de artikelen 37 en 37bis van bovenvermelde wet.

Bij gebrek aan de financiële bijdrage van de verplichte verzekering, wordt de persoonlijke bijdrage van de consultant vastgesteld op basis van de betaling per verstrekking volgens de nomenclatuur van de geneeskundige verzorging.

Bovendien kan het centrum een financiële bijdrage eisen voor verstrekkingen van het niet-medische personeel, alsook voor de medische verstrekkingen die niet vermeld staan in de nomenclatuur van de geneeskundige verzorging, met inachtneming van een maximumtarief en de voorwaarden die de Regering bepaalt.

De tarieven, honoraria en financiële bijdragen worden aangeplakt in de wachtkamers van het centrum en verschijnen in de informatiebladen die het publiceert.

HOOFDSTUK VI. — *Erkenningsprocedure*

Art. 23. De aanvraag om erkenning wordt door de inrichtende macht van het centrum bij de Regering ingediend.

De Regering bepaalt de bestanddelen van het erkenningsdossier.

Het dossier bevat hoe dan ook :

1° de omschrijving van de taken die het centrum in het kader van zijn opdrachten vervult;

2° het aantal multidisciplinaire ploegen en de samenstelling ervan, de omvang van de verstrekkingen en de kwalificatie van de leden;

3° de statuten van de inrichtende macht;

4° het plan van de lokalen;

5° de aanduiding van de te bedienen sector;

6° inlichtingen over de betrokken bevolking;

7° overeenkomsten i.v.m. de opdrachten van het centrum.

Art. 24. De Regering verleent de erkenning voor maximum zes jaar. De erkenning is vernieuwbaar op verzoek van de inrichtende macht van het centrum.

Als de Regering beslist een centrum voor minder dan zes jaar te erkennen, moet ze haar beslissing met redenen omkleden.

De erkenning kan ingetrokken worden wegens niet-naleving van de bepalingen van dit decreet of van die welke krachtens dit decreet zijn vastgesteld.

De Regering stelt de procedures vast voor de toekenning, de vernieuwing, de schorsing en de intrekking van de erkenning alsook de wijze waarop een beroep ingesteld kan worden.

HOOFDSTUK VII. — *Toelagen*

Art. 25. Binnen de perken van de begrotingskredieten en onder de door haar gestelde voorwaarden verleent de Regering het erkende centrum toelagen tot dekking van :

- 1° de uitgaven betreffende het statutaire of bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen personeel;
- 2° de uitgaven betreffende de verstrekkingen van de zelfstandige vakmensen in het kader van aannemingscontracten;
- 3° de werkingskosten.

Art. 26. De uitgaven van het statutaire of bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen personeel worden in aanmerking genomen binnen de perken van de door de Regering vastgestelde salarisschalen en van het aantal bij het erkenningsbesluit vastgestelde gesubsidieerde verstrekkingen.

De geldelijke anciënniteit wordt berekend overeenkomstig de door de Regering vastgestelde bepalingen.

Art. 27. De uitgaven betreffende de verstrekkingen die verleend worden in het kader van de in artikel 25 bedoelde aannemingscontracten worden forfaitair in aanmerking genomen overeenkomstig de door de Regering vastgestelde regels.

Art. 28. De werkingskosten worden, binnen de perken en onder de voorwaarden die door de Regering worden bepaald, in aanmerking genomen naar gelang van de activiteiten van het centrum.

Het maximum aantal gesubsidieerde activiteiten wordt in het erkenningsbesluit vastgesteld.

Art. 29. De met de verstrekkingen van het centrum verbonden ontvangsten kunnen, binnen de perken en onder de voorwaarden die door de Regering worden bepaald, afgetrokken worden van de verschuldigde toelagen.

Art. 30. De toekenning van de toelagen is het voorwerp van vier driemaandelijke voorschotten die gelijk zijn aan een kwart van het door de Regering vastgestelde plafond.

De driemaandelijke voorschotten worden betaald uiterlijk 15 februari voor het eerste kwartaal van het afgelopen jaar, 15 mei voor het tweede kwartaal, 15 augustus voor het derde kwartaal, 15 november voor het vierde kwartaal.

De toelage wordt jaarlijks betaald op basis van een definitieve berekening, na aftrek van de reeds gestorte driemaandelijke voorschotten.

Het erkende centrum dat de Regering de boekhoudkundige gegevens van het voorafgaande boekjaar niet uiterlijk 30 april heeft verstrekt, krijgt voor het lopende jaar geen voorschotten zolang de gegevens niet zijn toegestuurd.

HOOFDSTUK VIII. — *Controle*

Art. 31. De administratieve, financiële en kwalitatieve controle op het centrum wordt door de daartoe aangewezen ambtenaren uitgeoefend. Ze hebben vrije toegang tot de lokalen van het centrum en hebben het recht om ter plaatse de stukken en documenten in te kijken die ze nuttig achten om hun opdracht te vervullen.

De Regering stelt het genormaliseerde boekhoudplan van het centrum op.

Bovendien moet het centrum jaarlijks een balans en een rekening van de ontvangsten en uitgaven overleggen.

Het centrum stelt de Regering in kennis van elke wijziging in de samenstelling van de multidisciplinaire ploeg. De Regering wordt ingelicht uiterlijk in de loop van de maand waarin de wijzigingen plaatsvinden.

In geval van niet-naleving van de bepalingen van dit decreet en van de in uitvoering van dit decreet genomen bepalingen, kunnen de toelagen verminderd of opgeschort worden op de door de Regering vastgestelde wijze.

Art. 32. Het erkende centrum maakt een jaarlijks activiteitenverslag op, waarvan het model door de Regering wordt vastgesteld en waarbij kan worden nagegaan of de bepalingen van dit decreet en de in uitvoering van dit decreet genomen bepalingen in acht genomen worden. Dat verslag wordt uiterlijk 30 april van het volgende jaar aan de Regering toegestuurd.

Art. 33. Er wordt een begeleidingscomité opgericht, dat advies moet geven over de voorstellen van beslissingen i.v.m. de toekenning, schorsing, intrekking of weigering van de erkenning van de centra, en dat hun actie moet evalueren. Het begeleidingscomité maakt een jaarverslag op en stuurt het aan de Regering, die het uiterlijk 30 april van elk jaar naar de Waalse Gewestraad doorstuurt.

Het begeleidingscomité is samengesteld uit drie vertegenwoordigers van de Regering, één vertegenwoordiger per federatie van de centra die erkend is overeenkomstig de door de Regering vastgestelde regels, drie deskundigen en één personeelslid van de diensten van de Regering dat het secretariaat zal waarnemen.

De Regering stelt de werkingsregels van het begeleidingscomité vast. Ze benoemt de leden ervan voor een periode van vier jaar.

Art. 34. De organisator of directeur van een centrum dat, zonder erkend te zijn, de benaming "centrum voor levens- en gezinsvragen", "centrum voor gezinsplanning" of "centrum voor echtelijke en gezinsbegeleiding" draagt, kan veroordeeld worden tot een gevangenisstraf van acht dagen tot één maand en tot een boete van 1 000 tot 3 000 BEF of tot slechts één van die straffen.

HOOFDSTUK IX. — *Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen*

Art. 35. In afwijking van de bepalingen van de artikelen 25 à 30 mogen de voor het jaar 1998 aan elk centrum toegekende toelagen niet lager zijn dan het gemiddelde van de voor de jaren 1994, 1995 en 1996 toegekende toelagen, voor zover de activiteit minstens gelijk is aan die van 1996.

Art. 36. Het decreet van de Franse Gemeenschap van 22 december 1983 tot regeling van de erkenning en de toekenning van subsidies aan de centra voor seksuele, huwelijks- en gezinshulpverlening en -voorlichting, wordt opgeheven.

Art. 37. De centra die krachtens bovenbedoeld decreet van 22 december 1983 erkend zijn, beschikken over zes maanden om een aanvraag om erkenning in te dienen op grond van dit decreet. Zolang geen beslissing over deze aanvraag is genomen, worden de centra voorlopig geacht erkend te zijn in de zin van dit decreet.

Art. 38. Dit decreet treedt in werking op 1 januari van het jaar na zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 18 juli 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIEN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 97 — 2126

[C - 97/31411]

4 SEPTEMBRE 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale clôturant la session ordinaire 1996-1997 du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, notamment l'article 26, § 3,

Arrête :

Article 1^{er}. La session ordinaire 1996-1997 du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale est close.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 15 octobre 1997.

Bruxelles, le 4 septembre 1997.

Par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Emploi, du Logement et des Monuments et Sites,

Ch. PICQUE

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 97 — 2126

[C - 97/31411]

4 SEPTEMBER 1997. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot sluiting van de gewone zitting 1996-1997 van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatstructuur, inzonderheid op artikel 26, § 3,

Besluit :

Artikel 1. De gewone zitting 1996-1997 van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad wordt gesloten.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 15 oktober 1997.

Brussel, 4 september 1997.

Door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Werkgelegenheid, Huisvesting en Monumenten en Landschappen,

Ch. PICQUE